

Black Antony,  
*The History of Islamic Political Thought.  
 From the Prophet to the Present*

Edinburgh University Press, Edinburgh, 2001, xviii  
 + 377 p.

L'auteur, professeur d'histoire de la pensée politique à l'Université de Dundee, a écrit plusieurs ouvrages sur le développement de celle-ci en Europe. Il ne connaît pas les langues de l'islam, mais s'est appuyé sur les très nombreuses traductions et études publiées en Occident, surtout en anglais. Son entreprise est risquée, mais magnanime. Il s'en explique dans son Introduction (p. 1-5). Pour la première fois, en dehors du livre allemand de Nagel qu'il mentionne, il entend faire une histoire complète de la pensée politique dans l'islam. Complète en son évolution de Muhammad à nos jours. Complète aussi par l'amplitude de ses sources et domaines : « « La pensée politique » ici ne renvoie pas seulement à ce qu'expriment les traités de philosophie ou de droit, mais aussi à la manière dont ont pensé les peuples et leurs souverains, aux convictions politiques des individus et des groupes, des hommes du commun comme des élites, c'est-à-dire à la culture politique (*political culture*) [...] Les idées et les attitudes peuvent souvent être inférées à partir d'assertions fortuites, à partir de la pratique politique elle-même, à partir des lignes de conduite et des institutions, des types de solution qu'on essaie de trouver aux problèmes politiques. » (p. 5) À juste titre, l'A. note que le fractionnement des études historiques, si nécessaire soit-il, doit être compensé, voire couronné, par une vision globale.

S'agissant de l'islam, une telle synthèse est au demeurant une étape indispensable vers la connaissance de la pensée politique dans l'ensemble de « l'espèce » humaine (p. 1 et 4). M. Black n'envisage pas de réaliser un programme aussi vaste, mais il souligne avec insistance que la comparaison de l'histoire des idées politiques en Europe et de leur histoire dans le monde islamique doit aider à les comprendre, notamment, pense-t-il, avec quelque présomption peut-être, en ce qui concerne l'explication causale de certaines évolutions. Les rapprochements entre l'histoire musulmane des idées et l'histoire européenne reviennent très fréquemment dans le corps de l'ouvrage, et M. Black songe à y consacrer ultérieurement une étude spéciale (p. 3).

Le livre est divisé en cinq parties : I. « Le Messager et la Loi, c. 622-1000 » [Pour les premières périodes de cette époque fondamentale, Patricia Crone est plusieurs fois remerciée de ses conseils].— II. « La religion et le pouvoir d'État (*dīn wa-dawla*) : la doctrine sunnite et l'État, c. 1000-1220 » [Avec notamment des chapitres sur al-Māwardī, sur Ḥazālī et sur les miroirs des princes].— III. « La Šari'a et le sabre, c. 1220-1500 » [Les Mongols et leur suite ; Nāṣir al-Dīn Ṭūsī, Ibn Taymiyya, Ibn Haldūn...].— IV. « Les premiers empires modernes : domaines bien gardés » [Ce sont

le sultanat Ottoman, qui a ici la part du lion, le royaume Safavide et l'empire Moghol. Cette partie est très soignée.]— V. « L'islam et l'Occident » [Divisé en deux chapitres : « L'âge du modernisme, c. 1830-1920 » et « L'âge du fondamentalisme, c. 1920-2000 ».]

En tout cela, l'A. est fidèle aux promesses de son introduction. Il ratisse très large, et l'énonce sans timidité au début de sa Préface : « Ceci est une description et une interprétation. J'ai exploré le milieu, le sens et la portée des penseurs, des idées et des cultures politiques. Cet ouvrage embrasse la religion, le droit, l'éthique, la philosophie et l'art du gouvernement. » Cette amplitude n'a pas que des avantages. L'islamologue qui lit l'ouvrage a d'abord l'impression d'avoir affaire, non pas à une histoire complète de la pensée politique, mais à une histoire générale et incomplète de l'islam : incomplète parce que la civilisation et la culture en sont absentes, parce que la religion et la philosophie y sont présentées en passant sous silence de vastes pans, ou plutôt les bases mêmes, de l'une et de l'autre. Il faut dire fermement que cette impression ne tarde pas à se dissiper. De près ou de loin, plus ou moins conscientement, tout ce dont le déroulement historique est ici repéré et analysé se rapporte au pouvoir, à ses racines, à ses formes, à ses implications. Or la politique n'a pas d'autre contenu que l'obtention, l'exercice et le maintien du pouvoir. Ce long ouvrage, qui suit les méandres d'une longue histoire, conserve ainsi une véritable unité tout en nous ménageant mainte surprise. La plus notable ne serait-elle pas que les musulmans, sauf quelques modernistes, n'ont jamais eu de pensée politique *au sens technique et restreint*, à savoir une réflexion constructive sur l'accession au pouvoir et sur les moyens de le rendre durablement bénéfique aux hommes qui lui sont subordonnés.

Une conclusion aussi négative n'est certes pas formulée dans notre ouvrage. Mais celui-ci reconnaît du moins que : « La pensée politique est restée à bien des égards sans changement depuis le onzième siècle » (p. 352 ; cf. 193, 341). D'où, malgré l'incessante succession des événements et des circonstances, une monotonie marquée dans les écrits rapportés au politique. Aussi aurait-il été plus clair et plus utile d'isoler parfois certaines conceptions ou certains genres de base comme les miroirs des princes (« Advice-to-Kings ») ou le « Cercle du pouvoir » (qui lie le bonheur du souverain à la prospérité du peuple à travers la régulation religieuse de la justice), pour en montrer l'évolution historique et en scruter les implications. On aurait également pu mettre en plus grande lumière le jeu permanent de l'autorité et du pouvoir. Dans les sociétés islamiques au moins jusqu'au xx<sup>e</sup> siècle, l'autorité suprême indiscutée est celle de la Loi musulmane. Le pouvoir était acquis indépendamment, d'ordinaire par la force guerrière, et le constat fait sur les Bouyides a une portée générale : « Pour le clan en bloc comme pour le Sultan individuel, la conquête militaire était le facteur élémentaire de légitimation » (p. 51 ; cf. 187). Mais le pouvoir devait respecter la Loi, voire la

soutenir : ce fut le cas des califes « authentiques », avant comme après leur perte de la souveraineté effective, et des rois ou sultans qui leur prêtèrent une allégeance formelle, ou même qui, après la chute de Bagdad, s'approprièrent le titre califal. Or les interprètes de la Loi, dans l'islam sunnite depuis qu'il existe, et dans l'islam imamite depuis l'occultation de l'Imam, ont toujours été les savants. Aussi les savants, les oulémas, ont-ils eu, à travers la Loi, un poids politique réel, mais indirect. Du coup, la littérature politique ou apparentée ne pouvait guère, sauf à rêver l'idéal des philosophes sans rapport au réel, que célébrer par principe le couple mal assorti du droit religieux et de la force régnante. Au siècle dernier seulement, des solutions nouvelles, et contradictoires, se sont fait jour. Elles restent obérées, à notre sens, par un déficit habituel de la pensée musulmane, qui répugne à l'idée de nature, et dont la politique, pour cette raison, se fonde rarement sur une valeur universelle de l'humain (*cf.* p. 58 et *sq.*, 294, 339).

Quoi qu'il en soit, le livre de M. Black est désormais indispensable, à côté des ouvrages de son compatriote écossais W. M. Watt, pour toute étude de la pensée politique dans l'islam.

*Guy Monnot  
EPHE – Paris*